



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination et du
Soutien Interministériels
Bureau de l'environnement**

**Arrêté préfectoral n° E360 du 24 AVR. 2026
portant sur la demande d'augmentation d'effectifs présentée par
l'EARL LOUANINA, située au 11 « La Martinière » sur la commune de LOUIN**

Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

Vu le tableau annexé à l'article R 511-9 du Code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations ;

Vu le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 nommant Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°s 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 30 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté inter préfectoral du 09 juillet 2024 (7ème PAZV relatif à la Directive Nitrate pour la Région Nouvelle Aquitaine) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2025 portant ouverture de la consultation du public sur la demande d'enregistrement présentée par l'EARL LOUANINA, relative à un projet d'extension de l'atelier de volailles de chair ;

Vu la preuve de dépôt n° 2016/0072 datée du 8 février 2016 pour 29750 animaux-équivalents volailles ;

Vu la preuve de dépôt n° A-8-4A2ROYEKM datée du 31 octobre 2018 pour un stockage de 1500 m³ de fourrage ;

Vu la preuve de dépôt n° A-1-BD3ETGJJB datée du 10 juin 2021 pour une déclaration de changement d'exploitant ;

Vu la demande d'enregistrement et l'ensemble des plans et documents présentés le 13 novembre 2025, complétée le 5 décembre 2025 par l'EARL LOUANINA, relative à un projet d'extension de l'atelier de volailles de chair ;

Vu le rapport de recevabilité du 24 novembre 2025 ;

Vu la publication de l'avis de consultation du public dans deux journaux locaux le 14 janvier 2026 ;

Vu la consultation du public sur la demande d'enregistrement présentée par l'EARL LOUANINA, relative à un projet d'extension de l'atelier de volailles de chair, qui s'est tenue du 2 février 2026 au 6 mars 2026 inclus, en mairie de Louin ;

Vu l'absence d'observation formulée lors de la consultation du public ;

Vu l'avis des conseils municipaux consultés ;

Vu les avis des services consultés ;

Vu la demande de mémoire en réponse en date du 13 mars 2026 transmise à l'exploitant suite aux observations portées par les services ;

Vu le mémoire en réponse transmis par l'exploitant le 26 mars 2026 afin de lever les réserves émises ;

Vu la demande d'avis sur le mémoire en réponse adressée aux services consultés le 31 mars 2026 ;

Vu les avis du 1^{er} avril 2026 et du 3 avril 2026 des services consultés sur le mémoire en réponse ;

Vu les réponses apportées par courriel le 9 avril 2026 par l'EARL LOUANINA sur les avis des services consultés sur le mémoire en réponse ;

Vu le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 13 avril 2026 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 23 avril 2026 pour lui permettre de formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le courriel de l'exploitant en date du 23 avril 2026, informant ne pas avoir d'observation à formuler ;

Considérant que la demande d'augmentation des effectifs justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant les dispositions de l'article R. 512-46-22 du Code de l'environnement et notamment que la demande présentée ne nécessite pas de recueillir l'avis du conseil départemental de l'environnement et de risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Article 1.1.1 Exploitant, durée, péremption

Les installations exploitées par l'EARL LOUANINA, dont le siège social et l'adresse administrative sont situés au 11 « la Martinière », sur la commune de Louin (79600), autorisée à exploiter un élevage de volailles, faisant l'objet de la demande susvisée du 13 novembre 2025, complétée le 5 décembre 2025 sont enregistrées.

Ces installations sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du Code de l'environnement).

Article 1.2.2 Localisation des installations

Commune	Parcelles cadastrales
Louin	Section AK parcelles n° 25-26-27

Les installations situées ci-dessus sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Listes des installations concernées

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Installation et activité concernée	Portée de la demande	Régime du projet
2111	Volailles (activité d'élevage, vente, transit, etc., de), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3660 : 1.Installations détenant un nombre d'emplacements supérieur à 30 000	40 000 emplacements	E
4718-2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations : a. Supérieure ou égale à 50 t . b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	6,4 t	DC

E : Enregistrement DC : Déclaration avec contrôle périodique

Les installations exploitées relèvent de la rubrique IOTA suivante :

Rubrique	Installation et activité concernée	Portée de la demande	Régime du projet
2.1.5.0.2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	2,73 ha	D

D:déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à enregistrement à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

En outre l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n° 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent à l'établissement.

Article 1.2.2 Respect des autres législations réglementaires

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 1.2.3 Respect des dispositions lors de la phase travaux

L'exploitant devra respecter l'ensemble des engagements figurant dans son dossier ainsi que dans le mémoire en réponse reçu le 26 mars 2026, afin d'assurer la préservation de l'avifaune durant la période de reproduction, notamment celle utilisant la haie impactée par les travaux de raccordement des réseaux.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, accompagnant sa demande du 13 novembre 2025.

Elles respectent les dispositions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4. CESSATION D'ACTIVITÉ

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état conformément aux dossiers et à l'article R.512-46-25 à R.512-46-28 du Code de l'environnement.

TITRE 2. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 2.1 Consommation en eau

Les besoins en eau du réseau pour l'activité s'établissent à 2643 m³/an

L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter la consommation en eau.

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Article 3.1 Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.2 Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr » :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3.3 Publicité

Conformément aux dispositions des articles R.512-46-24 et R.181-44 du Code de l'environnement :

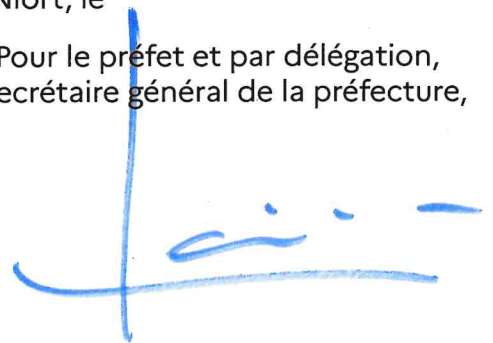
- 1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Louin et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Louin pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture ;
- 3° une copie de cet arrêté est adressée à chaque conseil municipal consulté ;
- 4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.4 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Parthenay, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, et la maire de Louin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'EARL LOUANINA.

Niort, le 24 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER

